

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué de campagne "Faire gagner la gauche à gauche"

No 16

La méthode Sarkozy

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : samedi 10 février 2007

Démocratie & Socialisme

La méthode de Sarkozy est simple : opposer entre elles les différentes catégories qui composent 90 % de la population de notre pays, le salariat.

- ▶ Les salariés du privé aux fonctionnaires.
- ▶ Les fonctionnaires « méritants » aux autres fonctionnaires.
- ▶ Les salariés payés au Smic aux bénéficiaires du RMI.
- ▶ Ceux « qui se lèvent tôt » à ceux qui n'ont pas de travail.
- ▶ Ceux qui bénéficient de la CMU à ceux qui n'en bénéficient pas.
- ▶ Les salariés à contrat à durée indéterminée à ceux qui subissent la précarité.
- ▶ Ceux qui veulent faire des heures supplémentaires à ceux qui ne veulent pas « travailler plus ».
- ▶ Ceux qui paient trop d'impôt et ceux qui n'en paient pas.
- ▶ Les enseignants et les parents d'élèves.
- ▶ Celui qui veut vivre tranquillement, en bon Français, à celui qui « égorge le mouton dans son appartement ».
- ▶ Les petits retraités aux retraités des régimes spéciaux.
- ▶ Les salariés qui vont grève et ceux qui ne la font pas.
- ▶ Les grévistes des services publics et les salariés « pris en otage ».
- ▶ Ceux qui veulent faire leurs courses le dimanche et ceux qui veulent ne pas travailler le dimanche...
- ▶ Les jeunes que l'on discriminait du reste de la population en leur imposant le CPE. Un CPE que le gouvernement auquel participait (et participe toujours) Sarkozy n'a retiré que parce que des millions de jeunes et de salariés mobilisés l'ont obligé à le faire.
- ▶ Les salariés des entreprises de moins de 20 salariés que l'on oppose à ceux des entreprises plus importantes en leur imposant le CNE.
- ▶ Les salariés de plus de 57 ans pour lesquels le gouvernement auquel participe Sarkozy a créé des emplois spécifiques, des « emplois vieux », des CDD de 18 mois, renouvelables une fois.

Dans le monde que dépeint Sarkozy, il n'y a que des salariés (avec ou sans travail) et tous les problèmes que connaît notre société ne peuvent donc venir que d'eux.

L'augmentation des tarifs des médecins libéraux ou du prix des médicaments n'a rien à voir avec le déficit de la Sécurité sociale, pas plus d'ailleurs que la stagnation des cotisations sociales des employeurs.

La stagnation des salaires n'a rien à voir avec l'augmentation vertigineuse des profits, même si la seule évolution des dividendes entre 1993 et 2005 a été faramineuse : une augmentation de 218 % alors que l'augmentation des salaires (de ceux qui se lèvent tôt) n'a été que de 135 % sur la même période !

Le déficit public qui a obligé en 2006 à verser plus de 40 milliards d'euros aux rentiers (le 2ème poste de dépense de l'Etat, juste après l'Education nationale) ne peut avoir qu'une source : l'augmentation des dépenses publiques.

La baisse des impôts des riches et l'obligation d'emprunter (contre paiement d'intérêts) à ces mêmes nantis les sommes qu'ils n'ont pas versées gratuitement au Trésor public n'ont, bien sûr, rien à voir avec ce déficit.

Dans le monde que décrit Sarkozy, il n'y a pas plus d'actionnaires que de rentiers

Les seuls employeurs dont il parle sont « ceux qui se lèvent tôt », ceux dont les fins de mois sont difficiles. Oubliant au passage que si, parfois, ces « fins de mois sont difficiles » c'est parce que les entreprises donneuses d'ordre pressurent chaque jour davantage les PME sous-traitantes, diminuent leurs rémunérations et allongent leurs délais paiement alors que leurs frais bancaires s'envolent.

Le but de la manoeuvre est double

D'abord, laisser dans l'ombre ceux qui dirigent vraiment l'économie et la mette en coupe réglée : les propriétaires du capital des grandes entreprises. Le seul moment où Sarkozy les évoque c'est pour regretter qu'une fiscalité trop lourde les fasse fuir...

Ensuite, faire régner l'égalité au sein du salariat. Car Sarkozy est un partisan farouche de l'égalité : de l'égalité par le bas.

Des petites retraites pour la grande majorité des salariés grâce à l'augmentation de la durée de cotisation à 40 annuités et bientôt 42 ou 43 alors que la durée d'une carrière est de 37 ans en moyenne dans le privé. Une TVA sociale égale pour tous les salariés et qui dispensent les employeurs de verser des cotisations sociales.

Le travail du dimanche pour tous, même pour ceux qui veulent faire leurs courses ce jour-là.

Tout le monde à 45 heures par semaine mais avec des heures supplémentaires qui coûteront moins cher à l'employeur que des heures normales et qui le dissuaderont d'embaucher. Un contrat unique, inspiré du CNE (et donc du CPE) pour tous les salariés.

Vider le droit de grève de son contenu pour interdire -de fait- la grève dans le public comme dans le privé et rétablir l'égalité entre grévistes et non grévistes.

Une seule exception à cette égalité, des SDF bien visibles car ils jouent un rôle irremplaçable dans la France d'aujourd'hui comme dans la « France de demain » : montrer le sort qui attend les salariés qui flanchent, qui ne se lèvent pas tôt, ne travaillent pas plus ...

Jean-Jacques Chavigné (D&S)

Soutenez-notre action

Lire D&S revue mensuelle pour "ancrer le parti socialiste à gauche" 15e année, abonnement 25 euros pour un an et 10 no. Chèque à l'ordre de D&S, 85 rue Rambuteau, 75001 Paris